



CHARTRE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

Sommaire

I	Objet du document	3
II	Modalités de mise en œuvre de la charte chantier à faibles nuisances	3
III	Respect de la réglementation	4
IV	Documents de référence	5
V	Non-respect de la présente charte	6
VI	Contrôle et suivi de la démarche	8
VI.1	Coordinateur chantier à faibles nuisances	Erreur ! Signet non défini.
VI.2	Responsable chantier à faibles nuisances pour l'entreprise	9
VI.3	Registre chantier à faibles nuisances	9
VI.4	Contrôle et suivi du chantier	10
VII	Information	10
VII.1	Sensibilisation du personnel à la démarche	11
VII.2	Informations des riverains	11
VIII	Nuisances visuelles, Propreté, Sécurité du site	12
VIII.1	Propreté	12
VIII.2	Sécurité gardiennage	13
VIII.3	Protection particulière	13
VIII.4	Stationnement et accès au site	14
IX	Gestion des déchets	14
IX.1	Le recyclage et l'élimination des déchets	15
IX.2	Organiser l'aire de tri et l'élimination des déchets	16
IX.3	Traçabilité	18
IX.4	Valorisation sur place	19
X	Limitation des pollutions	19
X.1	L'air	20
X.2	Pollution de l'eau et du sol	20
X.3	Dépôts sauvages	21
X.4	Consommation d'eau, d'énergie et émissions de Gaz à Effet de Serre	22
XI	Limitation du bruit et des vibrations	23
XII	Aspect sociaux	25
XII.1	La santé du personnel	25
XII.2	La sécurité du personnel	26
XII.3	L'identification du personnel et leur qualification sur site	26
XIII	Bilan et évaluation	27

I Préambule

L'adoption d'une charte de chantiers à faibles nuisances représente une approche responsable pour améliorer la gestion des nuisances et préserver l'environnement. En respectant les réglementations et normes environnementales, les entreprises peuvent garantir des pratiques durables et responsables, tout en minimisant les risques liés aux sanctions et en favorisant des relations harmonieuses avec les acteurs locaux.

En effet, La mise en place de chantiers à faibles nuisances constitue une solution adéquate et rigoureuse pour améliorer la gestion des nuisances sonores, des vibrations et des poussières, assurant ainsi la protection des travailleurs. De plus, ces chantiers favorisent une meilleure communication avec les riverains et permettent de répondre de manière rapide et concise aux éventuelles plaintes en présentant des données concrètes et fiables.

Outre les considérations liées au confort et à la santé, les chantiers à faibles nuisances se distinguent également par leur engagement en faveur de l'environnement, contribuant ainsi à réduire leur impact sur différents aspects : la consommation d'eau, la gestion des déchets, la préservation de la biodiversité, l'efficacité énergétique et la réduction des pollutions.

Les chantiers obéissent à de nombreuses réglementations et normes prenant en considération le respect de l'environnement. Elles portent notamment sur le tri des déchets, la prévention de la pollution de l'eau et du sol, ainsi que la réduction du bruit et des vibrations.

II Objet du document

La présente charte intitulée "Charte pour un chantier à faibles nuisances" vise à établir les conditions d'exécution des travaux associés à un chantier dont l'EPF Ile de France est le maître d'ouvrage, dans le but de limiter les nuisances.

Le chantier à faibles nuisances devra atteindre les objectifs suivants :

- Limiter les risques et les nuisances pour le personnel de chantier :
 - Mettre en place des mesures de sécurité appropriées pour prévenir les accidents et les blessures.
 - Fournir aux travailleurs les équipements de protection individuelle nécessaires.
 - Former le personnel aux bonnes pratiques de sécurité sur le chantier.
- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains :
 - Réduire au minimum les impacts sonores, les vibrations et les poussières émanant du chantier.
 - Établir des horaires de travail respectueux des périodes de repos des riverains.
 - Mettre en place des barrières de protection pour prévenir tout accès non autorisé à la zone de chantier.
- Prévenir les pollutions liées aux travaux :
 - Mettre en œuvre des mesures de contrôle des poussières, des gaz et des substances chimiques dangereuses.

- Gérer de manière adéquate les déchets générés par le chantier, en les triant, les stockant et les éliminant de manière responsable.
- Utiliser des techniques de construction respectueuses de l'environnement, telles que l'utilisation de matériaux à faible teneur en produits toxiques.
- Optimiser les consommations d'énergie et d'eau :
 - Mettre en place des dispositifs pour réduire la consommation d'énergie sur le chantier, tels que l'utilisation de l'éclairage à LED et l'installation de systèmes de contrôle de l'énergie.
 - Promouvoir l'utilisation efficace de l'eau en mettant en œuvre des pratiques de gestion responsable de l'eau, comme la collecte et la réutilisation des eaux pluviales.
- Valoriser les matériaux issus de la démolition :
 - Identifier les matériaux pouvant être réutilisés ou recyclés lors de la démolition.
 - Mettre en place des procédures de tri et de stockage appropriées pour ces matériaux.
 - Encourager l'utilisation de matériaux recyclés ou recyclables dans les nouvelles constructions.

III Modalités de mise en œuvre de la charte chantier à faibles nuisances

La Charte Chantier à faibles nuisances constitue l'une des pièces contractuelles du marché de travaux qui est remise à chaque entreprise participant au chantier. Il s'agit d'un document d'engagement signé par l'ensemble des parties prenantes du chantier, y compris le Maître d'Ouvrage, le maître d'ouvrage délégué, les assistants au maître d'ouvrage, les maîtres d'œuvre, ainsi que toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage ou son représentant.

Cette charte vise à formaliser l'engagement collectif de toutes les parties concernées à mettre en œuvre des mesures visant à réduire les nuisances générées par le chantier. Elle a pour objectif de prévenir et de limiter les impacts négatifs tels que le bruit, les vibrations, les poussières, les pollutions, ainsi que les perturbations pour les riverains et les travailleurs.

La Charte Chantier à faibles nuisances établit un cadre commun et des règles spécifiques à respecter pour tous les acteurs du chantier. Elle définit les actions concrètes à mettre en œuvre pour minimiser les nuisances, en tenant compte des caractéristiques du chantier, de son environnement et des réglementations en vigueur.

Parmi les mesures généralement incluses dans cette charte, on retrouve :

- La mise en place de procédures de gestion des déchets, incluant le tri sélectif, le stockage approprié et l'élimination conforme des déchets produits sur le chantier.
- L'utilisation de matériels et d'équipements respectueux de l'environnement, tels que des engins de chantier moins bruyants, des systèmes de réduction des poussières et des moteurs plus économes en énergie.
- La planification des activités de manière à minimiser les nuisances pour les riverains, par exemple en limitant les travaux bruyants à des horaires spécifiques.
- La mise en place de dispositifs de surveillance et de contrôle pour évaluer l'impact réel du chantier sur l'environnement et prendre les mesures correctives nécessaires si besoin.

En signant cette charte, toutes les parties prenantes du chantier s'engagent collectivement à respecter ces mesures et à travailler ensemble pour minimiser les nuisances et préserver la qualité de vie des riverains, tout en assurant la sécurité et le bien-être des travailleurs sur le chantier.

IV Respect de la réglementation

Il est important de souligner que la présente Charte de chantiers à faibles nuisances ne remplace en aucun cas la réglementation en vigueur.

La mise en œuvre d'un chantier à faibles nuisances repose sur le strict respect de toutes les réglementations en vigueur par les entreprises signataires de la Charte, ainsi que par toutes les autres entreprises intervenant sur le chantier, y compris les sous-traitants.

Cela signifie que les entreprises engagées dans le chantier doivent se conformer à toutes les lois, normes, règles et réglementations applicables en matière de travaux, d'environnement, de santé et de sécurité au travail, ainsi que tout autre cadre juridique pertinent.

Parmi les réglementations fréquemment rencontrées sur chantiers, on peut citer les réglementations relatives au tri et à la gestion des déchets, à la pollution de l'eau et du sol, à la réduction du bruit et des vibrations, à la protection de la biodiversité, à l'utilisation rationnelle de l'énergie, et bien d'autres encore.

Les entreprises intervenant sur le chantier doivent donc s'assurer d'être pleinement informées et à jour des réglementations applicables. Elles doivent mettre en place toutes les mesures nécessaires pour se conformer à ces réglementations et garantir un respect rigoureux des normes environnementales, de sécurité et de qualité.

La Charte Chantier à faibles nuisances vient compléter ces obligations réglementaires en proposant des engagements supplémentaires et des actions spécifiques visant à réduire davantage les nuisances générées par le chantier. Elle incite les entreprises à adopter des pratiques exemplaires allant au-delà des exigences légales, dans le but de minimiser l'impact environnemental et de favoriser des conditions de travail saines et sécuritaires.

Il est donc essentiel que toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient signataires de la Charte ou non, se conforment scrupuleusement aux réglementations en vigueur et prennent les mesures nécessaires pour assurer une construction responsable et respectueuse de l'environnement.

V Documents de référence

D'une manière générale, et sans que cette liste ne soit exhaustive, l'exécution des travaux sera conforme à tous les règlements officiels dont :

- les Codes du Travail, de la santé, de la construction et de l'environnement
- Les recommandations du PGC prescrites par le C.S.P.S.,
- loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020 (ci-après loi anti-gaspillage)

- La loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets du 22 août 2021 (ci-après loi climat et résilience).
- Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 451-43-1 du code de l'environnement, pris en application du décret 2021-321 du 25 mars 2021
- le guide de prévention édité par l'INRS « Travaux de retrait ou d'encapsulation de matériaux contenant de l'amiante »,
- Le document de l'INRS, intitulé "*Amiante - Opérations en terrain amiantifère - Points de vigilance en prévention*", paru en octobre 2023. Il est destiné "*à sensibiliser les professionnels intervenant sur des terrains naturellement amiantifères aux risques liés à l'inhalation de fibres d'amiante*"
- Le guide de prévention édité par l'INRS « Interventions sur les peintures contenant du plomb »,
- Plusieurs guides de la CRAMIF traitant des travaux de démolition, de la sécurité des chantiers, de la prévention etc. Et notamment la DTE 128 - Travaux de démolition réalisés à l'aide d'engins mécaniques - Recommandations Cramif n° 18. DTE 111 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dans le BTP.
- Guide de la DIRECCTE pour la Gestion des déchets issus des chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics en Ile-de-France
- Le plan national de prévention des déchets (PNPD), prévu à l'article L. 541-11 du code de l'environnement et piloté par le ministère chargé de l'environnement (2021-2027). L'élaboration du PNPD s'inscrit dans le cadre défini par l'article 29 de la directive européenne 2008/98/CE relative aux déchets, modifiée par la directive n° 2018/851. L'article L. 541-11 du code de l'environnement précise ces dispositions dans la législation nationale, encadre le contenu du plan national de prévention des déchets et ses modalités d'élaboration.
- la charte pour une gestion durable des déchets de chantier du BTP pour Paris et la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine Saint Denis, Val de Marne),
- Le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), afin d'agir efficacement en matière de déchets. Ce plan a été approuvé le 21 novembre 2019.
- La charte DEMOCLES signée par l'EPPFIF le 6 novembre 2017, complétée de son guide à l'attention des Maîtres d'Ouvrages et Maîtres d'œuvres,
- les règlements sanitaires départementaux,
- les arrêtés relatifs au bruit et en particulier l'arrêté du 05/12/06 ; Code général des collectivités territoriales (articles L 2212-2 et L 2214-4), Code de la santé publique (articles L 1311-1, L 1311-2 et R 1336-6 à R 1336-10), Code pénal (article R 623-2), Code de l'environnement (articles L571-1 à L571-26), L'arrêté préfectoral « bruit » du département
- les arrêtés municipaux applicables au chantier (horaires de chantier, prescriptions particulières...),
- ...

VI Non-respect de la présente charte

En cas de manquement aux obligations de la charte « chantier à faibles nuisances », des pénalités financières sont appliquées pour chaque infraction constatée, selon le barème suivant :

- chaque infraction représentant 1 500 €HT pour :

- le brûlage de déchets,
 - l'enfouissement de déchets,
 - le dépôt sauvage de déchets,
 - la pollution des sols, sous-sols, cours d'eau lors des travaux (fuite d'engin, déversement de déchets, ...).
- chaque infraction représentant 1 000 €HT pour :
- un bordereau de suivi de déchets non remis, incomplets, falsifié,
 - un CAP non remis, falsifié,
 - l'envoi de déchets de tout type et nature dans un centre de traitement ou d'enfouissement différent du SOGED contractualisé dans le marché, sans validation des Maître d'Œuvre et Maître d'Ouvrage au préalable (CAP, bordereau de suivi, accord écrit, ...),
 - l'absence de registre des déchets sur chantier.
- chaque infraction représentant 500 €HT pour :
- le non-respect des horaires de chantier,
 - le non-respect du plan de circulation,
 - le non-respect du plan d'installation de chantier,
 - le stockage de produits dangereux en dehors des zones réservées et/ou sans protections particulières,
 - l'absence d'arrosage /brumisation lors des phases de déconstruction mécanique.
- Chaque infraction représentant 200 €HT pour :
- la détérioration de végétaux à protéger,
 - la présence de salissures sur la voie publique,
 - la détérioration de mobiliers ou équipements urbains,
 - l'absence de tenue à jour du registre de chantier à faible nuisance,
 - l'absence de prise en charge d'une plainte de voisinage,
 - le non mise à jour du registre des déchets de chantier.
- Non régularisation d'une infraction : 200 € H.T par jour de retard calendaire sur la date limite de régularisation fixée

Dans le cadre du marché, des pénalités seront retenues sur le montant de l'entreprise en infraction, conformément au CCAP. Ces pénalités entrent en vigueur dès la première constatation d'infraction et sont appliquées au titulaire du marché.

En cas de groupement, les pénalités sont réparties entre les différentes entreprises selon la règle du prorata.

Les personnes habilitées à constater les infractions sont principalement le Maître d'Œuvre d'exécution, le Maître d'Ouvrage et son éventuelle assistance, ainsi que le C.S.P.S. Il est important de noter que les pénalités mentionnées précédemment s'ajoutent aux autres pénalités, amendes, coûts de remise en état et indemnités liées aux préjudices.

VII Contrôle et suivi de la démarche

Titre : Responsabilités du Coordinateur de chantier à faibles nuisances

Un coordinateur de chantier à faibles nuisances est un professionnel chargé de superviser et de coordonner les activités liées aux travaux d'un chantier dans le but de minimiser les nuisances pour l'environnement et les personnes environnantes. Son rôle principal est de mettre en œuvre des pratiques et des mesures visant à réduire les impacts négatifs du chantier sur le plan environnemental, social et sanitaire.

Le Coordinateur de chantier à faibles nuisances, agissant en tant que représentant de la Maîtrise d'Œuvre (MOE), assume la responsabilité de coordonner l'ensemble des activités sur le chantier, avec une attention particulière portée à la réduction des nuisances environnementales. Ses responsabilités spécifiques, mises à jour, comprennent :

1. Conception et intégration des mesures de réduction des nuisances :

- Participer à la conception du projet en intégrant des mesures spécifiques dès les premières phases pour réduire les nuisances environnementales.

- Concevoir des systèmes de contrôle des émissions, de gestion des déchets et de contrôle du bruit.

2. Coordination des intervenants :

- Assurer la coordination entre les différents acteurs du projet (architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs) pour intégrer les objectifs de réduction des nuisances à toutes les phases du projet.

3. Gestion des contraintes environnementales :

- Identifier les contraintes environnementales propres au site et veiller à leur prise en compte dans la planification et la réalisation du chantier.

- Collaborer étroitement avec les autorités locales pour garantir la conformité aux réglementations environnementales.

4. Contrôle de la mise en œuvre des mesures de réduction des nuisances :

- Superviser la mise en œuvre des mesures de réduction des nuisances sur le chantier.

- Effectuer des vérifications régulières pour s'assurer de la conformité aux plans et aux spécifications environnementales.

5. Être l'interlocuteur unique de l'entreprise concernant la démarche environnementale appliquée au chantier.

6. Assurer en début de chantier la prise en compte des objectifs environnementaux de la présente Charte par chaque entreprise.

7. Veiller au respect des recommandations de la présente Charte par l'ensemble des entreprises et autres intervenants tout au long du chantier.

8. Assurer la coordination de la mise en œuvre de la Charte, la circulation de l'information, l'identification des dysfonctionnements et la recherche de solutions en collaboration avec l'entreprise. L'entreprise mettra en œuvre les solutions visant à remédier aux dysfonctionnements.

9. Informer le Maître d'Ouvrage et tous les intervenants sur le chantier, notamment en rédigeant une rubrique "Suivi de la Charte chantier à faibles nuisances" dans chaque compte-rendu de réunion de chantier.

VII.1 Responsable chantier à faibles nuisances pour l'entreprise

Le responsable de chantier à faibles nuisances de l'entreprise est un professionnel qui est spécifiquement chargé de superviser et de gérer les activités sur le chantier de construction en mettant l'accent sur la réduction des nuisances pour l'environnement et les parties prenantes. Ses responsabilités spécifiques peuvent inclure :

- Le responsable de chantier à faibles nuisances élabore un plan détaillé pour le chantier qui intègre des mesures spécifiques visant à minimiser les impacts négatifs sur l'environnement, tels que la pollution de l'air, le bruit, les déchets et les émissions de gaz à effet de serre.
- Le responsable veille à ce que les mesures prévues dans le plan soient effectivement mises en œuvre sur le chantier. Cela peut inclure la coordination des ressources nécessaires, l'inspection régulière des pratiques de travail, la gestion des déchets et le contrôle du bruit.
- Le responsable surveille les activités sur le chantier pour s'assurer de la conformité aux mesures de réduction des nuisances. Il s'assure que les équipements de contrôle des nuisances sont utilisés correctement, que les travailleurs respectent les procédures environnementales et que les réglementations locales sont respectées.
- Le responsable communique avec les parties prenantes, telles que les riverains, les autorités locales et les employés, pour les informer des mesures prises pour réduire les nuisances. Il peut organiser des sessions de sensibilisation pour les travailleurs afin de les informer des bonnes pratiques environnementales.
- Il sera l'interlocuteur unique auprès du Coordinateur chantier à faibles nuisances (Maître d'Œuvre).
- Au quotidien, il aura pour rôle principal de mettre en place les dispositions prévues par la présente Charte chantier à faibles nuisances et de contrôler leur application au sein du chantier.
- Ce rôle s'entend à tous les lots et également pour tous les sous-traitants et cotraitants éventuels de l'entreprise.
- Les entreprises titulaires des marchés de travaux s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de respecter l'ensemble des mesures qui leur sont propres et qui découlent de la présente charte. Elles doivent garantir un autocontrôle de leur prestation afin de faciliter le bon déroulement du chantier.

Il est chargé de la tenue à jour du Registre chantier à faibles nuisances.

VII.2 Registre chantier à faibles nuisances

Le Responsable chantier à faibles nuisances pour l'Entreprise met en place un "Registre chantier à faibles nuisances" qui regroupe toutes les informations relatives au déroulement du chantier. Ce registre est structuré de la manière suivante :

- Charte et coordonnées :
 - La charte définitive "chantier à faibles nuisances".
 - Le nom et les coordonnées du Coordinateur chantier à faible nuisance.
 - Les noms et coordonnées du Responsable chantier à faible nuisance pour l'Entreprise.
- Planification et organisation :
 - Le plan d'installation et de circulation du chantier.

- Le descriptif des pratiques de tri à mettre en œuvre sur le chantier en fonction des phases de travaux.
- Le Schéma d'Organisation de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED) complété des CAP pour tout type de déchets.
- Gestion des déchets :
 - La consommation de carburant.
 - La copie des bordereaux de suivi des déchets, émargés par les différents opérateurs (producteurs, transporteurs).
 - Les bons d'enlèvement des déchets.
 - Les tickets de pesées.
 - Les justificatifs de valorisation.
 - Un tableau de suivi des déchets de chantier précisant : la nature, le code déchet, le volume et/ou tonnage, la date d'enlèvement, le transporteur et le numéro d'immatriculation du camion, la destination (entreprise de recyclage ou d'élimination) et le type de valorisation (si possible), le numéro du certificat d'acceptation préalable.
- Suivi des ressources :
 - Le relevé régulier des compteurs d'électricité et d'eau.
 - Les fiches descriptives des matériels et équipements du chantier, notamment du point de vue des caractéristiques acoustiques.
- Formation et sécurité :
 - La liste du personnel ayant suivi la formation "chantier faibles nuisances" spécifique au chantier, dûment émargée.
 - Les incidents et/ou accidents relevés au cours des travaux et les correctifs apportés.
- Relations avec le voisinage :
 - Les éventuelles doléances du voisinage et leur traitement.
- **Ce registre chantier à faibles nuisances, devra être complémentaire au registre des déchets de chantier obligatoire sur site, conformément à l'Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 451-43-1 du code de l'environnement, pris en application du décret 2021-321 du 25 mars 2021**

VII.3 Contrôle et suivi du chantier

L'EPF IF sera chargé du suivi de l'application de la présente charte à faible nuisances. Ce suivi se fera en utilisant un questionnaire d'évaluation qui est annexé à la charte. Afin de faciliter le suivi et l'évaluation, il est demandé au Maître d'Œuvre d'intégrer ce questionnaire dans ses comptes rendus de chantier. Cette mesure permettra de recueillir les informations nécessaires pour évaluer la conformité aux principes de la charte.

Lors de la réception du chantier, le Coordinateur Chantier à faibles nuisances aura pour responsabilité de réaliser un bilan de chantier. Ce bilan synthétisera les points forts et les points faibles du déroulement de l'opération, en mettant particulièrement l'accent sur la gestion des Produits, Équipements, Matériaux et Déchets (PEMD) ainsi que des déchets ultimes.

Le bilan de chantier évaluera la manière dont les PEMD ont été gérés tout au long du projet, en conformité avec les principes de la charte à faible nuisances. Il examinera si les produits, équipements et matériaux ont été sélectionnés en tenant compte de leur impact environnemental réduit, s'ils ont été utilisés de manière efficiente et s'ils ont été correctement triés et pris en charge en fin de vie.

En outre, le bilan de chantier évaluera également la gestion des déchets ultimes, c'est-à-dire les déchets qui ne peuvent pas être recyclés ou réutilisés. Il vérifiera si ces déchets ont été correctement identifiés, triés et éliminés conformément aux réglementations en vigueur.

En résumé, le suivi de l'application de la charte à faibles nuisances sera assuré par l'EPF IF, en utilisant un questionnaire d'évaluation intégré aux comptes rendus de chantier. Le Coordinateur Chantier à faibles nuisances réalisera un bilan de chantier qui évaluera la gestion des PEMD ainsi que des déchets ultimes, en s'assurant de la conformité aux principes de la charte et aux réglementations en vigueur.

VIII.Information

VIII.1 Sensibilisation du personnel à la démarche

Avant toute intervention sur le chantier, il est prévu qu'un représentant de l'entreprise, ainsi que les ouvriers qui seront amenés à travailler sur le site, reçoivent une information et une formation sur les objectifs et le contenu de la Charte à faibles nuisances. Cette étape sera organisée par le Responsable chantier à faibles nuisances pour l'Entreprise.

Au cours de cette intervention, le Responsable chantier à faibles nuisances expliquera de manière concrète les pratiques spécifiques qui devront être adoptées par les ouvriers dans leurs différentes tâches. Les points abordés incluront, entre autres :

- Le plan d'installation et de circulation du chantier : Le Responsable chantier détaillera les mesures mises en place pour minimiser les nuisances, telles que la limitation du bruit, de la poussière et des vibrations. Il expliquera également la manière dont les accès au chantier seront gérés, en veillant à la sécurité des travailleurs et des riverains.
- Le descriptif des pratiques de tri à mettre en œuvre sur le chantier en fonction des phases de travaux : Le Responsable chantier donnera des instructions précises sur les pratiques de tri des déchets et des matériaux à adopter. Il expliquera comment séparer et trier les différents types de déchets dans des bennes spécifiques afin de faciliter leur recyclage ou leur élimination appropriée.

Pour faciliter la communication des consignes de la Charte à faibles nuisances, des panneaux seront installés à l'entrée du chantier et sur les lieux de passage. Ces panneaux seront principalement basés sur des représentations graphiques pour assurer une compréhension universelle des consignes. Ils rappelleront visuellement les pratiques à adopter en matière de gestion des déchets, de circulation sur le chantier et de respect des mesures de réduction des nuisances.

VIII.2 Informations des riverains

Le Responsable chantier à faibles nuisances de l'entreprise sera chargé de recueillir les plaintes formulées par les riverains concernant le chantier. Le Coordinateur chantier à faibles nuisances sera responsable de la centralisation de ces plaintes et veillera à leur traitement approprié.

Pour faciliter la communication des plaintes, le numéro de téléphone du Responsable Chantier et l'adresse e-mail chantier@epfif.fr de l'EPFIF seront affichés sur le panneau du chantier. Les riverains pourront ainsi contacter ces points de contact pour faire part de leurs préoccupations.

Il est impératif qu'aucune plainte ne reste sans réponse. La gestion des plaintes sera effectuée en collaboration avec les entreprises concernées. Le Coordinateur chantier à faibles nuisances travaillera en étroite relation avec ces entreprises pour résoudre les problèmes signalés par les riverains et prendre les mesures appropriées.

Lorsqu'une phase de travaux est susceptible de causer des nuisances importantes pour les riverains (bruit, poussière, circulation, etc.), le Coordinateur chantier à faibles nuisances informera préalablement l'EPFIF. L'EPFIF pourra ensuite relayer ces informations aux riverains afin de les tenir informés des travaux à venir et des potentielles perturbations qu'ils pourraient occasionner.

Le Coordinateur chantier à faibles nuisances sera également responsable d'une programmation des activités bruyantes du chantier de manière à minimiser leur impact sur le voisinage. Cela implique d'organiser les travaux bruyants à des moments qui réduisent les perturbations pour les riverains, en évitant par exemple les heures sensibles ou en mettant en place des mesures d'atténuation du bruit.

IX Nuisances visuelles, Propreté, Sécurité du site

IX.1 Propreté

En collaboration avec les entreprises signataires, le Coordinateur chantier à faibles nuisances veillera à ce que soit mis en œuvre un dispositif de nettoyage des roues des véhicules aménagé en sortie du chantier pour éviter les salissures sur la voirie publique et le nettoyage des accès au chantier.

Si nécessaire, il pourra être demandé :

- Une installation de lavage des camions durant le chantier incluant bac de décantation des eaux boueuses ou souillées ;
- Le gravillonnage des circulations afin d'éviter tout risque d'orniérage ;
- En cas d'emprise sur la voirie, une dalle de répartition afin d'éviter toute dégradation de la voirie et d'en faciliter le nettoyage ;
- Le nettoyage en fin de journée des zones de travail (notamment au niveau de la collecte des déchets) ;
- L'installation de palissades autour des zones de chantier où la nuisance est la plus forte (parking des engins, baraquements, bennes...) ;
- Le nettoyage immédiat des éventuels graffitis ;
- Le nettoyage régulier des traces d'hydrocarbures au sol ;
- L'organisation du balisage des zones de stockage ;
- Couverture si besoin des bennes à déchets afin d'éviter l'envol des déchets ;
- L'organisation du stationnement de tous véhicules ;

En collaboration avec les entreprises, le Coordinateur chantier à faibles nuisances veillera à limiter les effets négatifs potentiels ou réels sur la tenue générale du chantier afin de maintenir une image satisfaisante depuis l'extérieur du chantier (propreté des abords du site et du chantier lui-même, respect de l'interdiction de publicité ...).

IX.2 Sécurité gardiennage

Il est requis que le chantier soit entièrement clôturé et que les clôtures soient entretenues tout au long de l'opération. Le choix du type de clôture (ouverte ou non à la vue du public, ou une combinaison des deux) est déterminé par le maître d'ouvrage, en cohérence avec la charte graphique de l'EPFIF (Établissement Public Foncier Île-de-France) et de la Ville concernée.

Le maintien de la clôture en bon état est essentiel pour assurer la sécurité du chantier et prévenir les intrusions. L'entreprise en charge du chantier est responsable de la surveillance et de la protection du site. Afin de prévenir les intrusions et les vols, l'entreprise mettra en place les moyens de surveillance qu'elle jugera appropriés. Elle aura le choix entre l'utilisation de la vidéosurveillance ou le recours à un gardiennage avec maîtres-chiens.

L'objectif de ces mesures de sécurité est d'assurer la protection du chantier, du matériel et des matériaux présents sur place. Cela contribue également à garantir la sécurité des travailleurs et à éviter tout incident ou vol pouvant perturber le bon déroulement des travaux.

IX.3 Protections particulières

Protection des arbres:

Pour assurer la préservation des arbres impactés par le chantier, des dispositifs de protection doivent être mis en place. Les mesures à suivre sont les suivantes :

- Tous les arbres situés dans la zone du chantier doivent être entourés d'un cercle de protection d'un rayon de 3 mètres. Ce cercle peut être délimité par des planches de bois verticales d'une hauteur de 2 mètres ou des barrières de type Heras.
- Les gros arbres nécessitent une zone de protection plus large, avec un cercle d'un rayon supérieur ou égal à 8 mètres (à l'aplomb des branches extérieures). Les mêmes dispositifs de protection que pour les autres arbres peuvent être utilisés.

Il est strictement interdit de planter des clous ou des broches dans les arbres, de les utiliser comme supports pour des lignes, des câbles ou des matériaux de construction, ou pour amarrer des échafaudages. De plus, aucun objet tel que des plaques indicatives, des affiches ou autres ne doivent être fixés aux arbres.

Protection du mobilier urbain:

L'entreprise est responsable de la protection du mobilier urbain, tels que les lampadaires et les coffrets de gaz. Toute détérioration de ce mobilier sera à la charge de l'entreprise.

Protection des voiries:

L'entreprise doit prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les voiries adjacentes au chantier. Des aires de chargement/déchargement bétonnées avec déviation des véhicules et des piétons doivent être aménagées si nécessaire. Ces déviations doivent être adaptées pour les personnes à mobilité réduite, en respectant les normes d'accessibilité telles que des seuils inférieurs à 2 cm et une signalisation adéquate.

Protection des bâtiments mitoyens:

Une attention particulière doit être accordée aux bâtiments mitoyens lors des démolitions. L'entreprise doit veiller à maintenir l'intégrité structurelle des bâtiments voisins, ainsi que l'étanchéité de leurs toitures et murs.

Ces mesures de protection ne sont pas exhaustives et peuvent être modifiées en fonction des exigences des organismes gouvernementaux. Tous les frais supplémentaires liés à la protection ou à la réparation sont entièrement à la charge de l'entreprise.

IX.4 Stationnement et accès au site

IX.4.1 Limiter les perturbations des trafics et organiser le stationnement

Le Coordinateur chantier à faibles nuisances s'assurera que les entreprises intervenant sur le chantier connaissent les réglementations en vigueur (y compris les arrêtés municipaux) les respectent et prennent toutes les mesures nécessaires pour engendrer le moins de perturbations possible au niveau des trafics routiers, cyclistes, piétons.

En collaboration avec les entreprises, le Coordinateur chantier à faibles nuisances validera le Plan de circulation dont il contrôlera l'application.

Il est demandé aux entreprises de respecter les points suivants :

- Aucun matériel de chantier ne devra être stocké sur les chaussées avoisinantes y compris pour de courtes durées ;
- Les opérations de livraison de matériels lourds seront effectuées de manière coordonnée, de façon à ne pas encombrer les voiries publiques et à ne pas générer des files d'attente ;
- Aucun déchargement de véhicules depuis les voies de desserte ou espaces communs ne sera autorisé (autre demande d'emprise sur voirie) ;
- Les entreprises chargées de l'approvisionnement seront tenues informées de la démarche de qualité environnementale du chantier : le plan d'accès leur sera fourni et les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou aux heures susceptibles de créer des nuisances pour le voisinage.
- Des parkings seront clairement matérialisés et signalés afin que le stationnement des différents types de véhicules (ouvriers, visiteurs, PL en attente ...) soit organisé autour du périmètre du site. Ces parkings seront sommairement aménagés afin de rester propres et structurés de façon à optimiser l'occupation de l'espace.

X Gestion des PEM

Dans le cadre d'un chantier de désamiantage et de démolition visant à réduire les nuisances, une gestion efficace des produits, équipements et matériaux en vue du réemploi et de la revalorisation est mise en place.

Tout d'abord, une évaluation détaillée des produits, équipements et matériaux présents sur le chantier est réalisée afin d'identifier ceux qui peuvent être réutilisés ou valorisés. Les éléments tels que les matériaux de construction non contaminés et les équipements de démolition encore fonctionnels sont sélectionnés pour être récupérés et réutilisés dans d'autres projets ou industries.

Des protocoles spécifiques sont mis en œuvre pour garantir la sécurité et la conformité lors de la manipulation, du stockage et du transport de ces produits et matériaux réutilisables. Des mesures

strictes sont prises pour éviter toute contamination croisée et pour assurer la protection des travailleurs et de l'environnement.

Parallèlement, les matériaux et produits qui ne peuvent pas être réutilisés directement sont soumis à des processus de revalorisation. Par exemple, les matériaux de construction contaminés par l'amiante sont correctement conditionnés et éliminés conformément aux réglementations en vigueur. Cependant, dans la mesure du possible, des technologies de traitement avancées sont utilisées pour séparer les matériaux contaminés en fractions valorisables, facilitant ainsi leur recyclage ou leur réutilisation dans d'autres domaines.

Un suivi rigoureux est assuré tout au long du processus, avec la tenue d'un registre détaillé des produits, équipements et matériaux réemployés ou revalorisés. Ce registre comprend des informations telles que la nature des éléments récupérés, les quantités, les destinations finales (réutilisation, recyclage, revalorisation) et les certificats de conformité le cas échéant.

En adoptant une approche proactive de réemploi et de revalorisation des produits, équipements et matériaux sur le chantier de désamiantage et de démolition, non seulement les nuisances sont réduites, mais également les ressources sont préservées et les impacts environnementaux sont minimisés. Cette gestion responsable contribue à promouvoir une économie circulaire et durable, tout en assurant la conformité aux normes strictes de sécurité et de protection de la santé des travailleurs et des parties prenantes impliquées dans le projet.

XI Gestion des déchets

XI.1 Le recyclage et l'élimination des déchets

Le recyclage et l'élimination des déchets issus des chantiers de démolition et de désamiantage sont des aspects très importants de la gestion des déchets sur ces types de chantiers. Voici une description détaillée de ces processus :

- Recyclage des déchets :
 - Matériaux de construction : Les matériaux de construction tels que le béton, la brique, le métal et le bois peuvent souvent être recyclés. Ces matériaux peuvent être triés sur le chantier et envoyés vers des centres de recyclage appropriés où ils seront transformés en nouveaux produits.
 - Matériaux d'isolation à base d'amiante : Lorsque des matériaux d'isolation contenant de l'amiante sont retirés lors d'un désamiantage, ils doivent être manipulés avec précaution conformément aux réglementations en vigueur. Ces matériaux doivent être emballés de manière appropriée et éliminés dans des installations spécialisées pour le traitement de l'amiante, où ils seront traités de manière sûre et conforme aux réglementations.
- Élimination des déchets :
 - Déchets non recyclables : Certains déchets issus des chantiers de démolition et de désamiantage peuvent ne pas être recyclables. Il peut s'agir de déchets mixtes, de résidus de démolition ou de matériaux contaminés qui ne peuvent pas être réutilisés ou recyclés. Ces déchets doivent être éliminés de manière appropriée dans des installations d'élimination des déchets autorisées, telles que des décharges contrôlées ou des incinérateurs spécialisés.

- Déchets dangereux : Certains matériaux provenant de chantiers de démolition et de désamiantage peuvent être considérés comme des déchets dangereux en raison de leur composition ou de leur contamination. Il peut s'agir de produits chimiques, de résidus d'amiante ou d'autres substances nocives. Ces déchets doivent être manipulés, emballés et éliminés conformément aux réglementations spécifiques relatives aux déchets dangereux.

Il est important de noter que la gestion des déchets sur les chantiers de démolition et de désamiantage est soumise à des réglementations strictes et spécifiques. Ces réglementations visent à assurer la sécurité des travailleurs, la protection de l'environnement et la santé publique. Il est donc essentiel de se conformer à ces réglementations et de travailler avec des entreprises spécialisées dans la gestion des déchets pour garantir une élimination appropriée et respectueuse de l'environnement.

L'entrepreneur est responsable de la gestion complète des produits et déchets générés sur le chantier, qu'ils soient non dangereux, inertes, valorisables ou dangereux. Cela comprend leur prise en charge, leur évacuation et leur élimination conformément aux réglementations en vigueur.

Lors de la démolition, l'entrepreneur devra privilégier la réutilisation sur place des matériaux, tels que les gravats inertes pour combler les vides, en accord avec le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Les autres matériaux doivent être revalorisés dans la mesure du possible.

Les filières d'élimination ou de revalorisation des déchets doivent être définies dans le Schéma d'Organisation de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED). Les choix d'élimination doivent donner la priorité au recyclage ou à la revalorisation, suivis de la proximité géographique. Toute décision contraire doit être justifiée par l'entreprise et validée par le Maître d'ouvrage.

Chaque entreprise est responsable de la gestion des déchets jusqu'à ce qu'ils soient placés dans les bennes appropriées sur le site du chantier.

La responsabilité de l'entreprise peut être engagée en cas de problème constaté chez un récupérateur ou un exploitant d'installation de traitement, ou si elle livre des déchets non conformes aux échantillons testés avant leur transaction avec l'éliminateur.

Le Responsable chantier faibles nuisances du chantier doit estimer et organiser le tri des déchets à chaque phase des travaux, afin de se conformer à tous les Schémas d'Organisation de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED) applicables.

Il est strictement interdit d'abandonner, de brûler ou d'enfouir les déchets sur le chantier.

Tous les déchets doivent être accompagnés d'un Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) fourni par l'éliminateur, afin de garantir leur suivi conformément au SOGED convenu contractuellement.

XI.2 Organiser l'aire de tri et l'élimination des déchets

L'organisation, le tri et l'élimination des déchets sur un chantier de démolition et de désamiantage sont des étapes cruciales de la gestion des déchets. Voici des informations détaillées sur ces aspects :

- Un Responsable chantier faibles nuisances est désigné pour superviser la gestion des déchets sur le chantier. Il est responsable d'estimer les quantités de déchets générées à chaque phase

des travaux, de planifier leur gestion et de veiller à ce que les procédures appropriées soient suivies.

- Le tri des déchets est une étape essentielle pour séparer les différents types de déchets générés sur le chantier. Cela permet de faciliter leur recyclage, leur revalorisation ou leur élimination appropriée. Les déchets couramment triés comprennent le métal, le bois, le béton, les matériaux d'isolation à base d'amiante, les plastiques, etc.
- Les filières d'élimination ou de revalorisation des déchets doivent être définies dans le Schéma d'Organisation de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED). Les choix de filières doivent donner la priorité au recyclage ou à la revalorisation, suivis de la proximité géographique. Les déchets dangereux, tels que ceux contenant de l'amiante, doivent être éliminés dans des installations spécialisées.
- Les déchets qui ne peuvent pas être recyclés ou revalorisés doivent être éliminés de manière appropriée. Cela peut impliquer leur envoi vers des décharges contrôlées, des incinérateurs spécialisés ou d'autres installations d'élimination des déchets autorisées. Les déchets dangereux doivent être manipulés, emballés et éliminés conformément aux réglementations spécifiques.
- Tous les déchets doivent être accompagnés d'un Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) délivré par l'éliminateur. Ce certificat permet de suivre et de documenter le processus d'élimination des déchets conformément au SOGED contractualisé.

Le Coordinateur Chantier à faibles nuisances assure l'organisation de l'aire de tri dont l'emplacement aura été préalablement étudié en concertation avec les différentes entreprises.

Les lieux de stockages devront être facilement accessibles et visibles pour les ouvriers et camions chargés de l'enlèvement (espace de retournement, chargements...).

Les aires seront organisées afin d'éviter que des personnes extérieures au chantier ne viennent déposer d'autres déchets susceptibles de souiller les déchets triés. **Si les aires de stockages sont localisées en bordures de chantier, elles devront être masquées à la vue des riverains par une palissade de hauteur suffisante ou par tout dispositif équivalent (abris, ...)**

Des pictogrammes permettront une identification simple et sans ambiguïté des différentes bennes ou tout autre contenant adaptées pour chaque matériaux, ou fournies par les filières de recyclage (RECYLUM, ...) :

- Papiers et cartons,
- Déchets Non Dangereux (ex DIB)
- Métaux,
- Bois,
- Plastiques,
- Béton, ciment, brique
- Plâtre,
- Déchets Dangereux (ex DIS) solides,
- Néons,
- Extincteurs et cartouches de CO₂,
- Laine de verre,
- Vitrage,
- Déchets verts,
- Matériaux et matériels radioactifs,
- DD (ex DIS) liquides sur rétention
- *CETTE LISTE N'EST PAS LIMITATIVE*

Le mélange de déchets à trier sélectivement ne sera pas accepté, même temporairement.

L'évacuation des liquides (produits chimiques présents sur le site) est à la charge de l'Entrepreneur. Pour limiter tout risque de transfert de pollution par voie aérienne et d'éviter ainsi les nuisances aux usagers et aux riverains, l'évacuation des matériaux sera réalisée à l'aide de camions citerne.

L'évacuation des autres types de déchets devra s'effectuer par camion bâchés.

XI.3 Traçabilité des PEMD

La traçabilité des produits, équipements, matériaux et déchets sur les chantiers de désamiantage et de démolition est essentielle pour assurer une gestion appropriée de ces éléments. Voici comment se déroule généralement la traçabilité dans ce contexte :

- Inventaire initial : Avant le début des travaux de désamiantage et de démolition, un inventaire est réalisé pour recenser tous les produits, équipements et matériaux présents sur le site. Cela inclut notamment les matériaux contenant de l'amiante, tels que les revêtements, les isolants, les tuyaux, etc., ainsi que d'autres matériaux de construction tels que le béton, le bois, le métal, etc.
- Évaluation et classification : Les produits, équipements et matériaux identifiés sont évalués et classés en fonction de leur nature, de leur état et de leurs risques. Cela permet de déterminer les mesures de sécurité appropriées pour leur manipulation, leur confinement ou leur élimination ultérieure.
- Traçabilité des produits et équipements : Chaque produit ou équipement, notamment ceux contenant de l'amiante, est enregistré et suivi tout au long du processus de désamiantage et de démolition. Des informations telles que leur localisation, leur état, leur quantité et leur devenir prévu sont consignées dans des registres ou des systèmes de suivi.
- Gestion des matériaux de démolition : Lors de la démolition, les matériaux générés, tels que les gravats, les briques, le béton, le bois, etc., sont triés et séparés en fonction de leur nature et de leur potentiel de valorisation ou de recyclage. Les matériaux inertes peuvent être réutilisés sur place, tandis que d'autres matériaux peuvent être envoyés vers des filières de recyclage appropriées.
- Collecte, transport et élimination des déchets : Les déchets générés lors du désamiantage et de la démolition, tels que les déchets amiantés, les matériaux contaminés ou les résidus de démolition, doivent être collectés, transportés et éliminés conformément aux réglementations en vigueur. Chaque étape, y compris les points de collecte, les moyens de transport et les installations d'élimination, doit être enregistrée et documentée pour assurer la traçabilité.
- Documentation et rapports : Tout au long du processus de désamiantage et de démolition, des documents et des rapports sont générés pour consigner les informations clés, notamment les quantités de produits, d'équipements et de matériaux manipulés, les résultats des analyses d'amiante, les certificats d'élimination, etc. Ces documents servent de preuves de traçabilité et peuvent être requis par les autorités compétentes ou les parties concernées.

Pour assurer la traçabilité des déchets et produits revalorisés, chaque l'Entreprise devra fournir les documents suivant conformément au SOGED contractualisé :

- Les Certificats d'Acceptation Préalable pour chaque type de déchet (CAP),
- Les Bordereaux de Suivi des Déchets, émargés par les différents opérateurs (producteurs, transporteurs, éliminateurs), soit en modèle CERFA en feuillets autocopiants ou soit en documents imprimés mais avec tampon et signature en originaux,
- Les bons d'enlèvement des déchets,

- Les tickets de pesées,
- Les justificatifs de valorisation...

Ces documents seront répertoriés dans le registre de suivi de chantier.

Un tableau de suivi des déchets de chantier (arrêté du 29 février 2012), mis à jour quotidiennement par le responsable du SOGED de chaque entreprise sera présenté lors des réunions de chantier.

Il précisera :

- la nature,
- le code déchet,
- le volume et/ou tonnage des déchets réutilisés (concassés,)
- le volume et/ou tonnage des déchets évacués
- la date d'enlèvement,
- le transporteur et le numéro d'immatriculation du camion,
- la destination (entreprise de recyclage ou d'élimination),
- le type de valorisation (si possible),
- le numéro du certificat d'acceptation préalable,

La synthèse sera réalisée par le responsable Chantier Faibles Nuisances.

XI.4 Valorisation in situ ou ex situ

La valorisation des produits, matériaux, équipements et déchets (PEMD) peut être réalisée soit in situ, c'est-à-dire sur place, soit ex situ, c'est-à-dire en dehors du site où les PEMD ont été générés. Voici une explication des deux approches :

- Valorisation in situ : La valorisation in situ consiste à traiter et à revaloriser les PEMD directement sur le site où ils ont été générés. Cette approche présente l'avantage de réduire les coûts de transport des déchets, ainsi que les émissions associées. Elle peut également permettre de conserver une partie des matériaux sur place, en les réutilisant dans des projets de construction ou en les intégrant dans des processus de remblayage, par exemple. La valorisation in situ peut être réalisée par différentes techniques, telles que le concassage, le tri, le broyage, la séparation magnétique, le compostage, etc.
- Valorisation ex situ : La valorisation ex situ implique le transport des PEMD vers des installations spécialisées situées en dehors du site de génération pour leur traitement et leur revalorisation. Ces installations peuvent être des centres de recyclage, des usines de valorisation énergétique, des centres de tri, etc. La valorisation ex situ offre souvent une plus grande capacité de traitement et des technologies plus avancées pour le recyclage, la récupération d'énergie ou d'autres formes de valorisation des PEMD. Cependant, elle peut entraîner des coûts de transport plus élevés et des émissions supplémentaires liées au déplacement des déchets.

Le choix entre la valorisation in situ et ex situ dépend de plusieurs facteurs, tels que la nature et la quantité des PEMD, les contraintes logistiques, les réglementations locales, les coûts économiques et environnementaux, ainsi que les capacités de traitement disponibles. Il est important de réaliser une évaluation complète des options et de prendre en compte les considérations spécifiques à chaque situation pour déterminer la meilleure approche de valorisation des PEMD.

XII Limitation des pollutions

XII.1 L'air

XII.1.1 Limiter les émissions de poussières

les valeurs de concentrations moyennes sont réduites à respectivement 4 mg/m³ (fraction inhalable) et 0,9 mg/m³ (fraction alvéolaire) contre 10 et 5 mg/m³ jusqu'alors (article [R4222-10](#) du Code du travail), à partir du 1^{er} juillet 2023.

tableau récapitulatif (source [Polyvia.fr](#)) :

Concentration limite de poussières sans effet spécifique	Avant le 01/01/2022	Du 01/01/2022 au 30/06/2023	A compter du 01/07/2023
Fraction inhalable	10 mg/m ³	7 mg/m ³	4 mg/m ³
Fraction alvéolaire	5 mg/m ³	3,5 mg/m ³	0,9 mg/m ³

A noter, le décret sort les installations existantes de son champ d'application. Seules les installations neuves (permis de construire déposé à compter du 1er janvier 2022 ou travaux ne nécessitant pas de permis de construire débutant au 1er janvier 2022) sont concernées.

Le Coordinateur chantier à faibles nuisances prendra toutes dispositions en relation avec les entreprises afin :

- de limiter l'envol des poussières qui contribuent aux nuisances subies à la fois par les riverains et par les ouvriers eux-mêmes ;
- de veiller à la propreté du chantier (les aires bétonnées devront être régulièrement balayées, les poussières collectées et vidées dans les bennes à déchets inertes...).

Parmi les mesures à prendre par les entreprises :

- En période sèche, les travaux générateurs de poussières seront réalisés après arrosage superficiel des surfaces concernées et ceci autant de fois que nécessaire pour minimiser les envols de poussières ;
- Les matériels électriques seront préférés aux matériels thermiques ;
- Les moteurs et échappement des engins de chantier devront être conformes à la réglementation.

Le Coordinateur chantier à faibles nuisances pourra faire procéder à tous types de contrôles.

XII.2 Pollution de l'eau et du sol

Tout rejet dans le milieu naturel de produit polluant est formellement interdit.

Tout rejet d'effluents liquides non traités est strictement prohibé.

Lors des travaux de désamiantage et de démolition, il est possible que la pollution de l'eau et du sol se produise en raison de divers facteurs. Voici quelques points importants à considérer :

- Pollution de l'eau : Lorsque des matériaux contenant de l'amiante sont retirés ou démolis, des fibres d'amiante peuvent être libérées dans l'air et se déposer dans les cours d'eau ou les systèmes de drainage à proximité. Les fibres d'amiante peuvent persister dans l'eau pendant une longue période et peuvent présenter des risques pour la santé humaine et l'écosystème aquatique.
- Pollution du sol : Lors du processus de désamiantage et de démolition, les matériaux de construction contaminés par de l'amiante peuvent être éliminés sur le site ou transportés vers d'autres installations de traitement. Si ces matériaux sont mal gérés, ils peuvent entraîner une contamination du sol. De plus, d'autres substances toxiques telles que les métaux lourds et les produits chimiques peuvent également être présentes dans les débris de construction et causer une pollution du sol lorsqu'ils sont dispersés.
- Ruissellement des eaux de pluie : Pendant les travaux de désamiantage et de démolition, les surfaces exposées peuvent être vulnérables au ruissellement des eaux de pluie. Si les eaux de pluie entrent en contact avec des matériaux contaminés tels que de l'amiante ou d'autres produits chimiques, elles peuvent se charger de polluants et entraîner une pollution des eaux de surface ou souterraines.

Pour minimiser la pollution de l'eau et du sol lors des travaux de désamiantage et de démolition, il est essentiel de mettre en œuvre des mesures de gestion environnementale appropriées. Cela peut inclure l'utilisation de techniques de confinement pour empêcher la dispersion des fibres d'amiante, l'utilisation de systèmes de collecte des eaux pluviales pour éviter le ruissellement et l'adoption de pratiques appropriées d'élimination des déchets pour prévenir la contamination du sol.

Les entreprises mettront en œuvre les moyens et dispositifs nécessaires :

- Installation d'un déshuileur / débourbeur si nécessaire. Les produits issus de ce dispositif de traitement seront stockés sur le chantier dans les conditions réglementaires jusqu'à enlèvement par une entreprise spécialisée ;
- Implantation si possible d'une aire de lavage des engins et des roues pourvue de bacs de décantation ;
- Les bacs de rétentions disposeront de réserve suffisante pour stocker les déchets liquides toxiques ou dangereux du chantier ; peintures, solvants, produits de traitement du bois... ;
- Pour éviter les déversements accidentels ou chroniques de produits polluants aménager les zones de ravitaillement (fioul, huiles...) ou les équipements de bacs de rétention et de dispositifs spécifiques pour ravitailler les engins (fioul, huiles...).

En cas de pollution accidentelle, les services d'intervention devront être alertés immédiatement et les produits déversés, récupérés le plus rapidement possible.

XII.3 Dépôts sauvages

L'intégration du traitement des dépôts sauvages dans le cadre d'une charte de chantier à faibles nuisances peut être réalisée en suivant les étapes suivantes :

- Inclure des dispositions dans la charte de chantier qui soulignent l'importance de la prévention des dépôts sauvages et sensibilisent les parties prenantes (entrepreneurs, travailleurs, sous-traitants, etc.) aux conséquences environnementales et légales de ces pratiques. Mettre en

évidence les objectifs de la charte pour encourager une participation active de tous les acteurs du chantier.

- Préciser clairement les responsabilités et les obligations de chaque partie en ce qui concerne la gestion des déchets. Identifier les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes, y compris les entrepreneurs, les sous-traitants et les travailleurs, pour s'assurer que chacun comprend et respecte les procédures appropriées de gestion des déchets.
- S'assurer que la charte de chantier à faibles nuisances respecte les réglementations locales et nationales en matière de gestion des déchets et de dépôts sauvages. Inclure les exigences légales en matière de tri, de stockage, de transport et d'élimination des déchets, ainsi que les amendes et les pénalités encourues en cas de non-respect de ces réglementations.
- Intégrer la gestion des déchets dans le plan de chantier dès le début du projet. Identifier les zones de stockage désignées pour les différents types de déchets, y compris les déchets inertes, les déchets dangereux et les déchets recyclables. Prévoir des procédures claires pour le tri et le stockage appropriés des déchets, ainsi que pour leur enlèvement régulier du chantier.
- Mettre en place un système de surveillance pour vérifier le respect des pratiques de gestion des déchets. Cela peut inclure des inspections régulières du chantier, des audits internes et la nomination d'un responsable de la gestion des déchets chargé de superviser et de documenter les procédures de gestion des déchets.
- Favoriser une communication ouverte et régulière entre toutes les parties prenantes du chantier, y compris les travailleurs, les sous-traitants, les fournisseurs et les autorités compétentes. Organiser des réunions périodiques pour discuter de la gestion des déchets, résoudre les problèmes potentiels et partager les meilleures pratiques.
- Les travailleurs et les parties prenantes impliquées dans le chantier doivent être correctement formés aux procédures de gestion des déchets. Fournir une formation adéquate sur le tri, le stockage, le transport et l'élimination des déchets conformément aux réglementations en vigueur.

XII.4 Consommation d'eau, d'énergie et émissions de Gaz à Effet de Serre

- Sensibiliser le personnel intervenant sur le chantier à une utilisation économe et rationnelle de ces différentes ressources ;
- Les dispositifs suivants seront mis en place et contrôlés par le Coordinateur chantier à faibles nuisances :
- Effectuer une évaluation approfondie des ressources nécessaires pour le chantier et établir un plan détaillé pour réduire la consommation d'eau et d'énergie, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre.
- Sensibiliser tous les travailleurs et les sous-traitants aux enjeux de la consommation d'eau et d'énergie, ainsi qu'aux émissions de gaz à effet de serre. Organiser des programmes de formation pour promouvoir des pratiques éco-responsables sur le chantier.
- Surveiller attentivement l'utilisation de l'eau sur le chantier. Installer des dispositifs de réduction de la consommation d'eau tels que des robinets à faible débit, des toilettes à chasse d'eau réduite et des systèmes de récupération des eaux de pluie pour une utilisation ultérieure.
- Utiliser des équipements et des machines économes en énergie sur le chantier. Éteindre les appareils électriques lorsqu'ils ne sont pas utilisés et privilégier l'éclairage LED. Considérer également l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, telles que l'énergie solaire, si possible.
- Mettre en place un système efficace de tri et de recyclage des déchets de chantier, y compris les matériaux contenant de l'amiante. Veiller à ce que les déchets soient éliminés conformément aux réglementations environnementales en vigueur.

- Optimiser les déplacements sur le chantier en planifiant les itinéraires les plus courts et en utilisant des véhicules efficaces sur le plan énergétique. Encourager également le covoiturage parmi les travailleurs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Mettre en place un système de suivi régulier de la consommation d'eau et d'énergie, ainsi que des émissions de gaz à effet de serre. Analyser les données pour identifier les domaines nécessitant des améliorations et ajuster les pratiques en conséquence.

Les Entrepreneurs devront tenir à disposition sur site un outil de suivi de ces éléments, renseigné et à jour. Ce suivi sera présenté lors des comptes rendus de chantier.

Un Bilan global des consommations d'eau et de carburants sera établi en fin de chantier.

XIII Limitation du bruit et des vibrations

Chaque entreprise devra respecter strictement les réglementations en vigueur et prévoir les mesures de protection pour les ouvriers sur le chantier mais également pour les riverains.

Dans l'hypothèse de plaintes formulées par les riverains, le Coordinateur Chantier à faibles nuisances recherchera avec les entreprises concernées les mesures palliatives les plus appropriées. Il organisera le retour d'information et d'explication nécessaire à la bonne compréhension des riverains.

Parmi les mesures pouvant être mises en œuvre par les entreprises signataires pour réduire les nuisances sonores à la source et protéger les ouvriers :

- Utiliser des engins insonorisés ou des engins électriques plutôt que des engins pneumatiques,
- Utiliser des véhicules en règle avec le passage aux mines,
- Mettre en place un plan d'utilisation des engins bruyants,
- Éviter les comportements individuels inutilement bruyants : utiliser par exemple des talkies walkies pour communiquer afin d'éviter les cris et sifflements,
- Réduire la propagation et les phénomènes de réverbération des bruits, positionner judicieusement les postes fixes bruyants,
- Utiliser les baraquements ou les zones de stockage comme écran acoustique,
- Sensibiliser les ouvriers aux atteintes irréversibles des bruits de chantiers sur leur capacité auditive, en collaboration avec la médecine du travail,
- Généraliser le port de protections individuelles, surtout pour les ouvriers travaillant en poste fixe.

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables.

L'ensemble des appareils utilisés devra respecter le Code Permanent Environnement et Nuisance. Le matériel doté de dispositifs de sécurité sera insonorisé selon les normes en vigueur pour le travail en milieu urbain.

L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation du bruit émis par les matériels de chantier, également connu sous le nom d'"arrêté bruit", est un texte réglementaire spécifique qui vise à protéger la santé des travailleurs et à prévenir les nuisances sonores pour l'environnement.

Cet arrêté fixe les valeurs limites d'émission sonore des matériels de chantier et des équipements utilisés sur les chantiers. Il définit les prescriptions techniques et les méthodes de mesure applicables pour évaluer le niveau sonore des équipements tels que les engins de terrassement, les grues, les compresseurs, les marteaux-piqueurs, etc.

L'arrêté du 23 janvier 1997 établit également des obligations pour les fabricants, les importateurs et les loueurs de ces matériels, en exigeant notamment la déclaration de conformité aux normes européennes applicables en matière de bruit.

Les règles de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs exposés au bruit sont déterminées d'une part par les articles R. 4213-5 à R. 4213-6 et d'autre part par les articles R. 4431-1 à R. 4437-4 du Code du travail.

Le suivi individuel de l'état de santé et l'information des travailleurs font l'objet des articles R.4435-2 à R.4436-1.

Les valeurs limites d'émission sonore sont exprimées en décibels pondérés A (dBA) et varient en fonction du type d'équipement et de sa puissance acoustique. Voici quelques exemples de valeurs limites d'émission sonore pour certains matériels de chantier :

- Engins de terrassement : la limite varie de 75 dBA à 105 dBA en fonction de la puissance acoustique.
- Grues : la limite varie de 82 dBA à 105 dBA en fonction de la puissance acoustique.
- Compresseurs : la limite est généralement de 85 dBA.
- Marteaux-piqueurs : la limite varie de 98 dBA à 125 dBA en fonction de la puissance acoustique.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions avoisinantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient implicitement comprises dans les prix des marchés.

Les nuisances par vibrations, la vitesse particulaire devra rester inférieure à 10 mm/s sur bâtiments voisins.

Le contrôle du respect de ces exigences sera assuré par le Coordinateur chantier à faibles nuisances, avec si nécessaire le concours de mesures, essais et instrumentations à la charge de l'entrepreneur, et portera en particulier sur :

- L'enregistrement des vibrations sur les constructions voisines ;
- La mesure de niveau sonore en limite du chantier ;
- Des mesures d'empoussièrement par sédimentation dans les locaux voisins ;
- L'instrumentation des constructions voisines : témoins sur fissure.

XIV Aspect sociaux

XIV.1 La santé du personnel

XIV.1.1: Niveaux sonores des outils et des engins

les valeurs limites d'exposition au bruit sur les chantiers sont régies par le Code du travail. Voici quelques exemples de valeurs en décibels (dB) d'exposition typiques :

1. Niveau d'exposition quotidienne au bruit (LEQ) :
 - 87 dB(A) pendant 8 heures de travail par jour
 - 85 dB(A) pendant 10 heures de travail par jour
 - 82 dB(A) pendant 12 heures de travail par jour
2. Niveau de crête maximal :
 - 135 dB(C) pour une exposition instantanée

Ces valeurs sont des exemples généraux et peuvent varier en fonction des circonstances spécifiques, des types de travaux et des réglementations locales. Il est important de noter que l'exposition prolongée à des niveaux sonores élevés peut entraîner des problèmes de santé, tels que des lésions auditives et des troubles du sommeil.

Le certificat de conformité (marquage CE) sera demandé en début de chantier.

L'entreprise imposera le port de protections auditives (bouchons d'oreilles, casques anti bruit etc.) à l'ensemble du personnel de chantier.

XIV.1.2 : Risques sur la santé liés aux produits et matériaux

Les chantiers peuvent comporter divers produits et matériaux qui présentent des risques pour la santé des travailleurs. Voici quelques exemples courants de risques liés à certains produits et matériaux :

- L'inhalation de poussières provenant de matériaux tels que le béton, le bois, le plâtre, l'amiante, etc., peut causer des problèmes respiratoires, tels que des irritations des voies respiratoires, des allergies, des maladies pulmonaires et même le cancer dans le cas de l'amiante.
- Certains produits chimiques utilisés sur les chantiers, tels que les solvants, les peintures, les colles, les produits d'étanchéité, peuvent émettre des vapeurs toxiques qui peuvent causer des irritations cutanées, des brûlures, des intoxications, des troubles neurologiques, etc.
- Certains isolants et matériaux d'étanchéité, tels que l'isolation en laine de verre, l'amiante, les produits contenant des composés organiques volatils (COV), peuvent libérer des fibres ou des substances toxiques dans l'air, ce qui peut entraîner des problèmes respiratoires et des maladies.
- Certains matériaux de construction peuvent contenir des métaux lourds toxiques, tels que le plomb dans les peintures anciennes, le mercure dans les lampes fluorescentes, le cadmium dans les batteries, etc. L'exposition à ces métaux peut causer des problèmes neurologiques, des troubles du développement, des dommages aux organes et d'autres problèmes de santé.
- Le bruit excessif sur les chantiers peut entraîner des lésions auditives, des troubles du sommeil, des problèmes de concentration, du stress et d'autres effets néfastes sur la santé.

Il est essentiel de mettre en place des mesures de prévention appropriées, telles que l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI), la ventilation adéquate, le contrôle de la poussière, la manipulation sécuritaire des produits chimiques, pour réduire les risques pour la santé liés aux produits et matériaux présents sur les chantiers. Les réglementations locales et les bonnes pratiques en matière de santé et de sécurité au travail fournissent des lignes directrices spécifiques pour minimiser ces risques.

XIV.2 La sécurité du personnel

La sécurité du personnel sur les chantiers est d'une importance primordiale pour prévenir les accidents, les blessures et les maladies professionnelles. Voici quelques points importants à prendre en compte en matière de sécurité du personnel sur les chantiers :

- Avant de commencer les travaux, il est essentiel de réaliser une évaluation approfondie des risques sur le chantier. Cela implique d'identifier les dangers potentiels, d'évaluer les conséquences possibles et de mettre en place des mesures de prévention appropriées.
- Tous les travailleurs doivent recevoir une formation adéquate sur les procédures de sécurité, l'utilisation des équipements de protection individuelle (EPI) et les bonnes pratiques de travail. La sensibilisation continue à la sécurité est également essentielle pour maintenir une culture de sécurité sur le chantier.
- Les travailleurs doivent utiliser les équipements de protection individuelle appropriés en fonction des risques spécifiques du chantier. Cela peut inclure des casques, des lunettes de protection, des gants, des chaussures de sécurité, des harnais de sécurité, des masques respiratoires, etc.
- Une signalisation claire et visible doit être placée sur le chantier pour avertir les travailleurs des dangers, des zones restreintes et des procédures de sécurité à suivre. Cela peut inclure des panneaux, des marquages au sol, des feux de signalisation, etc.
- Une bonne organisation et coordination des travaux sur le chantier sont essentielles pour éviter les conflits d'activités, minimiser les risques de collision et assurer la sécurité de tous les travailleurs présents.
- Des contrôles réguliers et des inspections doivent être effectués pour s'assurer que les mesures de sécurité sont en place et respectées. Cela peut inclure des inspections des équipements, des vérifications de l'état des structures, des contrôles de l'exposition aux substances dangereuses, etc.
- Des plans d'intervention d'urgence doivent être établis pour faire face aux situations d'urgence, telles que les accidents, les incendies ou les évacuations. Tous les travailleurs doivent être informés des procédures à suivre en cas d'urgence.

L'entreprise devra respecter les recommandations fournies par le coordonnateur SPS conformément aux dispositions du Plan Général de Coordination, du Registre Journal et de leur propre PPSPS.

XIV.3 L'identification du personnel et leur qualification sur site

Les entreprises auront sur site dans le cantonnement un classeur ou dossier comprenant la liste du personnel de chaque entreprise (mandataire et sous-traitants).

Cette liste devra comprendre impérativement :

- Le logo avec adresse ou tampon de l'entreprise complété du numéro SIRET,
- La signature du responsable juridique et financier de celle-ci,

- Le nom, prénom, date d'embauche, fonction, numéro de sécurité sociale, nationalité et si personnel étranger le type et numéro du titre valant autorisation de travail.

Ce document ne sera en aucun cas une photocopie, mais pourra être soit un original en informatique ou manuscrit, ou un fax provenant du siège de l'entreprise.

Seront également joints les documents suivants, en annexe pour chaque personne :

- Photocopie lisible d'une pièce d'identité,
- Photocopie lisible de la carte de sécurité sociale,
- Certificat médical de la médecine du travail,
- Accusé de réception de la déclaration unique d'embauche aux URSSAF,
- Habilitation ou formation spéciale (amiante, échafaudage, travaux sur cordages, ...), CACES le cas échéant.

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminé a bien été délivré,
- l'intéressé est en règle au point de vue carte de travail et carte de séjour,
- l'intéressé a reçu le matériel de protection individuelle et a subi la formation sécurité,
- sa mission doit être conforme à l'article L 124-2 et suivants du Code du Travail.

XV Bilan et évaluation

Pour faire le bilan et l'évaluation de l'application de la charte de chantier à faibles nuisances, on peut suivre les étapes suivantes :

- Rassembler toutes les données pertinentes, telles que les rapports d'inspection, les registres de plaintes, les relevés de suivi et toute autre documentation liée à l'application de la charte de chantier à faibles nuisances.
- Analyser les mesures spécifiques qui ont été mises en place sur le chantier pour réduire les nuisances, telles que l'utilisation de matériaux respectueux de l'environnement, la mise en place de barrières acoustiques, la limitation des heures de travail bruyantes, etc. Évaluer leur efficacité et leur conformité aux objectifs de la charte.
- Étudier les données recueillies pour évaluer les résultats obtenus. Cela peut inclure des mesures quantitatives telles que le niveau de bruit enregistré, les émissions de polluants mesurées, le nombre de plaintes reçues, etc. Comparer ces résultats avec les critères définis dans la charte pour évaluer la performance du chantier.
- Identifier les domaines où l'application de la charte a été moins efficace ou n'a pas atteint les objectifs fixés. Cela peut inclure des violations des mesures de la charte, des problèmes de conformité ou des retours négatifs des parties prenantes. Identifier les raisons de ces lacunes et proposer des solutions d'amélioration.
- Impliquer les parties prenantes concernées, telles que les résidents locaux, les autorités compétentes, les entrepreneurs et les travailleurs du chantier. Recueillir leurs commentaires sur l'application de la charte, leur perception des nuisances et leurs suggestions d'amélioration.
- Présenter les résultats, les conclusions et les recommandations dans un rapport final. Ce rapport devrait inclure une évaluation globale de l'application de la charte, les mesures qui ont été efficaces, les lacunes identifiées et les actions recommandées pour améliorer la situation. Inclure des données quantitatives et qualitatives pour étayer les conclusions.

En suivant ces étapes, on sera en mesure de faire un bilan complet et une évaluation de l'application de la charte de chantier à faibles nuisances. Cela permettra d'identifier les domaines qui nécessitent des améliorations et de formuler des recommandations pour une meilleure application à l'avenir.

Ce bilan devra être réalisé par le Maître d'Œuvre.

Annexe

Grille de suivi de la charte comprenant le tableau de suivi des déchets